

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

CADTM

France france@cadtm.org – www.cadtm.org

Bulletin n°38 – Avril-mai 2009

Edito

Crise financière, G20, FMI, Bourse, stock options, banques renflouées, pas de doute, l'actualité internationale fourmille de thèmes connexes à ceux sur lesquels travaille et milite le CADTM.

Hélas, trop souvent, les grands médias et les dirigeants politiques internationaux donnent une image erronée qui vient, en bout de course, valider les choix catastrophiques des promoteurs du néolibéralisme durant ces dernières décennies. Leur monde s'écroule et ils acceptent de modifier temporairement leur discours uniquement pour mieux repartir demain comme si rien ne s'était passé ! On les entend marteler que la solution est la nationalisation des banques en difficulté, mais ils ne veulent pas que l'Etat dénonce les responsables de l'impasse actuelle ou utilise son nouveau rôle pour transformer les rapports de force entre capital et travail... Ben voyons !

Alors comment faire entendre la voix de l'annulation de la dette et d'un autre monde basé sur la justice sociale et les droits humains fondamentaux ?

Le CADTM a pensé que le moment était venu de faire le point tous ensemble, de rassembler nos forces, de lister les alternatives que nous voulions. Après la parution du livre "60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale" de Damien Millet et Eric Toussaint, voici venue l'heure de la première Université d'été du CADTM Europe. Elle aura lieu du 3 au 5 juillet, à Namur en Belgique, et constituera un événement altermondialiste de la première importance. Alors n'hésitez plus, tous à Namur pour affirmer nos exigences pour demain !

Pous s'inscrire : myriam@cadtm.org ou virginie@cadtm.org



L'équipe du CADTM France

Agenda

23-04 | Grenoble (38), France

Conférence débat : Dette, APE en Afrique de 18h à 20h avec le Cadtm-G. Comité d'entreprise de Schneider : 14 rue du Vieux Chêne Meylan

23-04 | Grenoble (38), France

Film-débat "Let's make money" 20h Projection et débat animé par le Cadtm et Attac, au cinéma LE CLUB

30-04 | Marseille (13), France

La dette du tiers monde : un néocolonialisme économique Conférence/débat de Jérôme Duval 20h30, à l'Equitable café, 27 rue de la Loupière, Marseille, 6e

9-05 | Liège, Belgique

Cycle de formation "60 Questions-60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale". 6ème séance : L'annulation totale et inconditionnelle de la dette du Tiers Monde...d'accord et après ?

16-05 => 17-05 | Liège, Belgique

Week-end de formation-débat Dette et migrations

19-05 | Aix en Provence (13), France

L'Amérique Latine et ses expériences dans la conjoncture internationale Conférence/Débat d'Eric Toussaint 18h à la maison des associations "Le Ligourès" Place Romée de Villeneuve

3-07 => 5-07 | Namur, Belgique

Première université d'été du CADTM Europe

<http://www.cadtm.org/spip.php?rubrique11>

Des chiffres et des dettes

Pendant la crise, le FMI continue à prêter et à (re)commander

- ✗ La Géorgie : 750 millions de dollars.
- ✗ L'Islande, premier pays occidental, depuis la Grande-Bretagne en 1976 : 2,1 milliards de dollars.
- ✗ L'Ukraine : 16,43 milliards de dollars. Le président du parlement ukrainien Vladimir Litvine a affirmé : "Il y a une série de recommandations du FMI qui sont apparemment impossibles à réaliser dans un avenir prévisible en Ukraine", citant, entre autres, le relèvement progressif de l'âge de mise à la retraite et la hausse des tarifs du logement.
- ✗ La Hongrie, premier pays de l'UE à être entré dans les comptes du FMI : 12,5 milliards d'euros + 6,5 milliards de l'UE et 1 milliard de la Banque mondiale. Karoly Gyorgy, secrétaire international de l'Union nationale des syndicats hongrois s'inquiète : « Les exigences du FMI sont désormais classiques et nous connaissons bien les conséquences négatives subies par les pays forcés de suivre ses directives [...] comme ailleurs, ce sont les travailleurs et les contribuables qui payeront les erreurs des milieux de la finance, pour la communauté internationale c'est la solution de facilité ! » Les premiers touchés seront les retraités qui perdront leur 13e mois et les services publics, dans lesquels les salaires seront gelés.
- ✗ RDC : 200millions de dollars
- ✗ Le Mexique, inaugure la nouvelle formule LCM (Ligne de crédit modulable) : 47 milliards de dollars. Avec cette LCM, les conditionnalités sont rétrospectives.

La zone franc CFA dans la crise financière internationale

Retour sur un héritage colonial

Les indépendances africaines de la deuxième moitié du XXe siècle s'inscrivaient dans la lutte pour l'universalité des droits humains. L'espoir de mettre un terme au pillage des ressources naturelles et à l'exploitation des peuples se conjuguait alors avec la construction du droit international sous l'égide de l'Organisation des Nations unies. Mais les anciennes puissances coloniales disposaient de mécanismes de domination qu'elles ont parfois su présenter comme une preuve de leur solidarité à l'égard de ces nouveaux États : la zone franc en est une illustration.



Durant les années 1960 et 1970, les pays en développement se sont endettés massivement sans que cela profite réellement à leurs populations. Les créanciers publics ou privés des pays riches octroyaient les prêts afin d'imposer leur vision du développement, qui consistait surtout à drainer l'appareil productif africain vers l'extérieur, avec la complicité des gouvernants du Sud. La baisse des cours des matières premières dès la fin des années 1970 renforça le mécanisme. Les pays endettés se trouvèrent dans l'incapacité de rembourser. En 1982, le système financier international en crise fut alors sauvé par l'intervention des institutions financières internationales (ou IFI, c'est-à-dire le Fonds monétaire international, la Banque mondiale...)¹. Avec cette crise de la dette des années 1980, les pays africains ont subi les injonctions des IFI et ont dû mettre en place des programmes d'ajustement structurel : les dépenses publiques sont allées en priorité au remboursement de la dette. Cela a entraîné – entre autres – des licenciements massifs dans la fonction publique, une réduction des subventions aux producteurs et aux consommateurs, et des privatisations dans toute l'Afrique. En particulier, les quinze pays de la zone franc ont eu à affronter une dévaluation² de moitié de la valeur du franc CFA³ en janvier 1994. Cela a contribué à faire figurer une dizaine de ces États à la fin de la liste du

classement IDH⁴ du PNUD et de faire entrer treize d'entre eux dans l'initiative Pays pauvres très endettés⁵. Aujourd'hui les formes de protection publique des populations (sécurité sociale, chômage, retraite...) sont donc réduites au minimum dans bien des pays africains – tandis que l'ONU constate que l'Afrique est créancière du reste du monde en termes financiers⁶. Notons qu'à cela s'ajoute la récente crise alimentaire, comme l'illustrent les nombreuses révoltes populaires face à la vie chère sur le continent.

Crise du crédit

La crise actuelle se manifeste par un étranglement du crédit (*credit crunch*) qui aura des implications sur le volume et les conditions des nouveaux prêts, tandis que les taux d'intérêt de ces prêts augmenteront. Les marchés financiers considèrent en effet les investissements sur le continent africain comme très risqués. Cet argument est fallacieux : il masque le fait que 60 % des multinationales implantées en Afrique sont européennes et qu'elles s'y livrent à une concurrence acharnée tout en réalisant d'importants bénéfices. La crise se manifeste également dans la baisse des cours des matières premières non agricoles, dont l'Afrique dépend à plus des deux tiers pour ses entrées de devises (et donc pour rembourser la dette). Les accords de partenariat économique (APE), sous couvert de permettre aux produits africains de trouver des débouchés au Nord, organisent en fait la concurrence entre pays et empêchent la création de cartels de pays producteurs qui pourraient influer sur les prix de vente (comme c'est le cas pour le pétrole avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole). De plus, le fait que ces produits ne soient pas transformés sur place enferme l'Afrique dans le sous-emploi. Actuellement, 40 % des exportations africaines partent pour l'Europe, alors que les exportations intra-africaines atteignent 9 % à peine du volume global (Organisation mondiale du commerce, 2006).

La domination monétaire

Dans ce contexte de crise, la zone franc ne sera pas épargnée. Elle a un poids démographique et économique comparable à celui du Nigeria pour une étendue six fois plus grande. Le fait marquant est que les dirigeants¹ des pays de la la

zone franc ont abandonné toute souveraineté sur la question monétaire : ils n'exercent aucun contrôle sur les changes ni les mouvements de capitaux. Tout se fait en France, et une grande partie des réserves de devises de ces pays est déposé au Trésor public, à Paris, sur des comptes d'opération. Cet argent est donc dans les caisses de l'État français, et les pays franc CFA renoncent ainsi à une importante marge de manœuvre budgétaire. Avec un euro dont le cours est supérieur à celui du dollar, les exportations (cacao, coton, pêche, bois, pétrole, minéraux variés dont l'uranium², etc.) sont trop chères sur les marchés mondiaux où la cotation se fait souvent en dollars. Cela accroît la relation de dépendance vis-à-vis de l'Union européenne et vide de sens les perspectives de développement régional. Les produits importés des pays hors zone euro sont certes moins chers, mais c'est sans tenir compte des subventions européennes à l'exportation ou de l'aide publique au développement liée à l'achat des produits européens. L'obligation primordiale de rembourser la dette parachève la structure néocoloniale des relations entre la zone franc et l'Union européenne en forçant les États africains à trouver toujours plus de devises étrangères. Le mécanisme de domination qu'est le franc CFA simplifie grandement le pillage des ressources naturelles, y compris pour les mafias extérieures à la zone franc, qui n'ont pas confiance dans la stabilité de leurs monnaies nationales et font ainsi un placement sûr. L'exemple des stations-service de Cotonou (Bénin), désespérément vides, et de la multitude d'échoppes vendant l'essence du Nigeria en bonbonnes en verre de 25 litres au bord des routes en atteste : ce sont les recettes fiscales du Nigeria qui s'en trouvent diminuées. Les principes essentiels du franc CFA (liberté absolue de transfert et de conversion, garantie par l'État français) permettent surtout le rapatriement des bénéfices en Europe et favorisent la fraude et l'évasion fiscale, alors que toute décision ne peut se prendre qu'avec l'accord des Français au sein des conseils d'administration des trois banques centrales³.



4 Indice de développement humain : indicateur évaluant le niveau de développement humain, remplace le PIB/habitant. Rappelons qu'aucun des objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU ne sera atteint en Afrique subsaharienne en 2015.

5 En 1996, le G7, dans un effet d'annonce, s'engage à rendre soutenable la dette d'un certain nombre de pays du Sud, en majorité africains : c'est l'initiative PPTE, qui vise à permettre à ces pays de continuer à rembourser leurs créanciers. Cette initiative a permis l'effacement de créances douteuses (dette odieuse ou illégitime).

6 Les nouveaux prêts et dons sont inférieurs au montant du remboursement de la dette (principal plus intérêts). La situation s'aggrave si l'on compare l'ensemble des flux financiers (envois des migrants et rapatriements des multinationales).

1 Quelques gouvernements ont tenté de résister à cette domination monétaire, mais ont dû subir la colère de l'ancienne puissance coloniale (voir l'expérience guinéenne de Sékou Touré...)

2 Pour l'entreprise Areva au Niger, souvent dernier au classement IDH.

3 Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) et Banque centrale des Comores (BCC).

Bibliographie indicative

Joseph Tchundjang Pouem, *Monnaie, servitude et liberté*, éd. Menaubc, 2e édition, 2000.

Nicolas Agboghou, *Le Franc CFA et l'euro contre l'Afrique*, éd. Solidarité mondiale, 3e édition, 2008.

D'abord l'indépendance

Ces États ne peuvent prétendre à une quelconque politique allant dans le sens de la satisfaction des droits de leurs populations puisqu'ils sont avant tout attachés à rétribuer leurs créanciers. Alors que l'épicentre de la crise financière et économique se situe aux États-Unis et en Europe, les peuples d'Afrique seront donc touchés par ses répercussions à

l'échelle mondiale tandis que la surévaluation du franc CFA laisse planer le spectre terrifiant de la dévaluation. Néanmoins, des ébauches de solutions se dessinent en Amérique du Sud, qui pourraient inspirer des gouvernements africains soucieux du droit des peuples. Mais créer une Banque du Sud africaine qui accorderait une place centrale à la solidarité entre les États, une intégration régionale permettant de commercer sur un pied d'égalité et une monnaie unique

africaine au service des Africains pour promouvoir un développement autochtone ne peut pas se concevoir sans une souveraineté politique du continent. Si des éléments du droit international peuvent servir d'appui à cette construction, ce seront avant tout les mouvements sociaux africains qui pourront l'imposer par leur lutte.

Renaud Savéan



« Afriques 21 » n°1 est sorti !

La revue des alternatives africaines reparaît dans une nouvelle formule.

Au sommaire du numéro (entre autres) un dossier sur les grèves des sans-papiers en France, des articles sur les prédateurs de la RDC, sur la xénophobie en Afrique du Sud ainsi que l'article que nous vous proposons ci-dessus sur la Zone Franc.

www.afriques21.org

Crise au Sud ou systémique du sous développement ?

Comment comprendre que 1 milliard d'humains sur la planète soit en état de sous nutrition chronique quand 400 autres millions sont obèses, que 3 autres milliards vivent avec moins de 2 euros par jour quand un autre milliard est en surpoids ? Quand les plus jeunes, d'un côté seront carencés à vie et de l'autre, les suralimentés, une formidable source de profits pour les lobbys agroalimentaire et médico-pharmaceutique...

Comment accepter qu'une grande part de la nourriture soit jetée aux ordures, presque la moitié aux EU, avant même consommation. Dans un système consumériste-productiviste, dont la seule morale est le profit, le meilleur client serait celui qui gaspille la plus grande part de ses achats avant utilisation...

Comment en est-on arrivé là ?

Il faut remonter cinq siècles en arrière, quand les grands navigateurs, européens, sont partis à la conquête de la planète terre. Depuis ce jour, une très grande violence s'est abattue sur de nombreuses populations et un immense transfert de richesses s'est opéré vers la vieille Europe, puis les EU. La faim, la pauvreté et aujourd'hui les dérèglements climatiques qui touchent avec encore plus de force les pays du sud, sont les conséquences de cette prise de pouvoir, entraînant le viol des populations étrangères et de leurs territoires. Les remboursements infinis de la dette et le pillage des matières premières ne sont aujourd'hui qu'une énième forme de ces transferts sud-nord.

Aux premiers comptoirs commerciaux fondés par ses explorateurs dont on loue encore le courage - ces implantations étrangères localisées - viendront s'ajouter le monstrueux commerce triangulaire impliquant la traite des esclaves africains vers l'Amérique.

Vers 1850 l'esclavage se termine, les conquêtes territoriales commencent. Cette date marque le début du grand mouvement de colonisation qui se fera en compensation de cette perte. En avant-garde, les missionnaires. Ils seront envoyés pour violer les imaginaires : les cultures animistes et polythéistes,

respectueuses de la nature seront et sont encore piétinées par les occidentaux. Ils imposeront, par le concept du progrès, le monothéisme et l'argent roi. Il fallait libérer les cerveaux « incapables de regarder vers l'avenir » pour qu'ils soient disponibles aux travaux forcés du développement des métropoles du nord. Ensuite, les armées européennes violeront l'organisation sociale de ces peuples par la force et des administrations blanches imposeront un ordre permettant d'irriguer le Nord avec les richesses du Sud. Au début du XXème S., pas d'automobiles sur pneumatiques sans le latex du Congo de Léopold II avec ses dizaines de milliers de mains coupées. Aujourd'hui pas d'électricité nucléaire en France sans l'uranium d'Arlit au Niger et ses populations appauvries, dont certaines sont irradiées par Areva-Cogema.

A son tour la colonisation doit prendre fin. Elle est devenue insoutenable, au lendemain de la seconde guerre mondiale, grâce au combat des nationalistes du sud. Mais, comme à chaque fois, lorsqu'un modèle d'assujettissement s'essouffle, les conquérants du nord le remplacent par un autre. Pour succéder à la colonisation, le surendettement machiavélique des nouveaux états indépendants commence.

A la fin de chaque cycle, le procédé est de plus en plus efficace et moins visible, donc plus acceptable face à la montée de la conscientisation des électeurs du nord. La dette a dépassé toutes les espérances de la finance internationale comme vecteur de conquête et surtout de la transformation économique et sociale dont elle avait besoin. (Consensus de Washington) Les transferts financiers du sud vers le nord entre 1985 et 2007 ont été, après déduction des nouveaux prêts et dons, de 759 Mds\$. Une somme largement suffisante pour atteindre et dépasser les timides objectifs du millénaire et sortir l'ensemble des populations de la planète de la sous alimentation, sous éducation, sous formation agricole et du déficit de soins médicaux.

Surtout, les anciens pays colonisateurs avec des réseaux mafieux (type Foccart), des assassinats politiques, et la corruption continue, aidés par

les IFIs à leurs ordres, maintiendront jusqu'à aujourd'hui la majorité de ces pays sous leurs dominations. En apparence tout a changé, mais au fond rien... Ils seront financièrement enchaînés à leurs rôles séculaires de fournisseurs de matières premières et de travail humain à très bas prix. La nouvelle dictature du libre-échange sera imposée par les conditionnalités des PAS liées à de nouveaux emprunts indispensables à leur survie économique. La continuité dans le transfert des richesses sera d'autant plus violente qu'au-delà de l'exportation forcée des matières premières, fossiles et agricoles, les PED devront exporter l'essentiel de la plus value durement acquise - le véritable bénéfice du travail de production - sous forme de remboursements en devises étrangères : intérêts et capitaux de dettes en très grande majorité illégitimes. Là se trouve le « noeud coulant » du non développement. L'exemple de la RDCongo est éclairant. Ce pays aux ressources fossiles aussi colossales qu'indispensables à l'industrie des pays riches (Hi-Tech et autres) a un nombre d'habitants équivalent à la France. Sa superficie est 4 fois plus importante et son budget de 5 Mds\$ (Milliards \$), lui est 100 fois inférieur. La RDC ne touche que 5 % du prix des exportations faites par les transnationales. Il n'y a pas de routes pour aller d'Est en Ouest, mais elle rembourse une dette extérieure publique illégitime dont le stock est estimé à 11 Mds\$ actuels. Cela correspond à l'estimation de ce qu'a détourné Mobutu en 30 ans de pouvoir.

Tout cela serait impossible, sans l'opacité indispensable au surendettement public et à la corruption dans les PED qu'offrent les paradis fiscaux. Comme pour la dette (Gleanages en 2005) ou Londres en 2009, les effets d'annonce pour l'abolition sont tonitruants. Ils sont faits pour nous éblouir sur la générosité et la probité du nord, en réalité surtout soucieux de maîtriser l'évasion fiscale et le vote des électeurs.

Le message est on ne peut plus clair : face à la crise systémique, il s'agit de dire que tout va changer pour que surtout rien ne change sur le fond. Les maîtres du monde ne veulent pas perdre une parcelle de pouvoir. Sans les « îles

vierges ou Bahamas » qui logent des « entreprises-compte-bancaire » vers lesquels sont fictivement exportés les matières premières, la sous-facturation au départ du pays exploité serait impossible. Les taxes alimentant le budget des PED étant toujours en pourcentage du prix à l'export, on comprend les profits qu'en tirent les transnationales. Ils viennent se superposer à ceux issus des contrats léonins obtenus par la corruption des leaders du Sud. Tout cela est tellement facile à cacher dans les paradis fiscaux. Ensuite les mêmes marchandises sont virtuellement réexportées vers une entreprise industrielle du groupe, cette fois avec un prix très élevé. Pas d'impôt sur la plus value à payer aux états-croupions de ces paradis exotiques. Pourtant les plus grands s'appellent aussi : Suisse, Delaware (USA) ou la City de Londres.

L'Afrique subsaharienne est le continent qui paie proportionnellement à sa population le

plus lourd tribut en termes de développement humain. C'est aussi le continent qui commence à subir le plus durement le dérèglement climatique causé par les pays industrialisés. « Les amis de la terre » chiffront à 110 Mds par an la dette écologique que le nord doit au sud. Les thèses reposant sur des affirmations partiales - selon lesquelles les africains sont responsables de leur non développement - d'un Stephen Smith dans son livre « Négrologie » reprises par Sarkozy dans son discours de Dakar- sont là pour entretenir le racisme latent dans l'inconscient collectif de l'homme blanc. Des mensonges indispensables pour enlever aux citoyens du nord les arguments d'une critique trop efficace sur l'injustice économique et financière, l'injustice sociale, l'injustice climatique et l'injustice alimentaire faite au Sud.

Nous savons que demain sera plus chaud, que les réserves halieutiques ne se reconstitueront

pas avant très longtemps, que les surfaces de terres arables seront de plus en plus petites, que les forêts continueront à disparaître, que la biodiversité dont nous faisons partie se réduit chaque jour, qu'il y a aura de moins en moins de pétrole et de matières fossiles dans le sol, et de plus en plus de CO₂ dans l'atmosphère. Quelques rares personnes avaient compris cela en 1945, beaucoup plus dans les années 1970. Aucun décideur, aucune démocratie n'a voulu en tenir compte. En 2009 seul les apparences changent. La croissance est rhabillée en vert, l'étendue de la misère est cachée et le pillage continue. Mais la conjonction de la crise avec la catastrophe environnementale et climatique pourrait transformer la conquête sans fin en une défaite brutale pour l'humanité.

 Nicolas Sersiron

G20 : un coup d'épée dans l'eau

Les effets d'annonce n'ont pas manqué

autour du sommet des pays industrialisés et émergents (G20) réuni à Londres les 1^{er} et 2 avril pour apporter des solutions à la crise.

Mais le bilan est sans appel : le G20 n'a pas été à la hauteur de l'enjeu.

La raison est structurelle : le G20 n'a pas été mis en place pour apporter de véritables solutions, il a été convoqué à la va-vite pour sauver la mise des puissants et tenter de colmater les brèches d'un capitalisme en pleine crise. Impossible, dès lors, qu'il adopte des mesures suffisamment radicales pour modifier en profondeur le rapport de force actuel.

Face à l'ampleur de la crise internationale, le G20 s'est contenté de limiter les dents de ce système prédateur au lieu de le mettre hors d'état de nuire. L'opinion publique a été priée de regarder dans deux directions qui ont servi à cristalliser l'exaspération : les paradis fiscaux d'une part, les rémunérations des dirigeants de grandes entreprises d'autre part.

Il faut abolir les paradis fiscaux, cela va de soi. Pour cela, il suffit d'interdire aux entreprises et aux résidents d'un pays donné d'avoir des actifs dans des paradis fiscaux ou d'entretenir des relations avec des partenaires qui y seraient situés. Les pays de l'Union européenne qui fonctionnent comme des paradis fiscaux (la City de Londres, l'Autriche, la Belgique, le Luxembourg...) et la Suisse doivent lever le secret bancaire immédiatement et mettre fin à leur pratique scandaleuse. Mais telle n'est pas l'orientation prise par le G20 : quelques cas emblématiques vont être sanctionnés, des mesures minimales sont demandées aux pays concernés, et une liste noire des territoires non coopératifs soigneusement épurée va être dressée.

Par ailleurs, les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises, incluant parachutes dorés et bonus divers, sont proprement scandaleuses. En période de croissance, le

patronat affirmait qu'il fallait récompenser ceux qui apportaient tant de profits aux sociétés afin qu'ils ne partent pas ailleurs. Alors que leurs pratiques aventureuses et frauduleuses ont débouché sur le désastre qu'on connaît, les mêmes continuent de justifier des revenus faramineux. Le G20 a tenté d'"encadrer" ces rémunérations, et ce pour une durée limitée. Mais la logique elle-même n'est pas remise en cause.

Au-delà de ces deux questions, pour lesquelles aucune sanction éventuelle n'est spécifiée, les pays du G20 vont continuer de renflouer les banques. Le FMI, bien que discrédiété et délégitimé au niveau mondial, va être remis au centre du jeu politique et économique grâce à un apport important de fonds, d'ici à 2010.

La seule véritable nouveauté, c'est la promesse de ne plus automatiquement attribuer la présidence de la Banque mondiale à un citoyen des Etats-Unis et la direction du Fonds monétaire mondial (FMI) à un Européen. Pour autant, il n'est toujours pas question d'appliquer dans ces institutions la règle démocratique élémentaire "un pays = une voix", et les grandes puissances continueront de prendre les décisions qu'elles souhaitent.

Un petit coup de peinture sur un monde en ruines, voilà la démarche du G20. Seule une forte mobilisation populaire pourra permettre de bâtir des fondations solides pour construire enfin un monde dans lequel la finance est au service des êtres humains, et non l'inverse. En opposition au G20, les manifestations qui ont débuté le 28 mars furent très importantes dans une multitude de villes d'Europe et d'Amérique latine. La semaine d'action mondiale décidée lors du Forum social mondial de Belém en janvier a eu un écho imprévu par les grands de ce monde. Ceux qui ont annoncé la fin du mouvement altermondialiste se sont trompés, il est capable de réussir de grandes mobilisations jusqu'au cœur de la City de Londres.

Une nouvelle crise de la dette est en préparation au Sud, conséquence de l'éclatement de la bulle de la dette privée

immobilière au Nord. La crise qui touche aujourd'hui l'économie réelle de tous les pays du Nord a provoqué une chute des prix des matières premières, ce qui a réduit les recettes en devises avec lesquelles les gouvernements des pays du Sud remboursent leur dette publique externe.

De plus, le *credit crunch* a provoqué une hausse du coût des emprunts des pays du Sud. Ces deux facteurs provoquent déjà des suspensions de remboursement de la dette de la part des gouvernements des pays les plus exposés à la crise (à commencer par l'Equateur). D'autres suivront.

La situation est absurde : les pays du Sud sont des prêteurs nets à l'égard du Nord, à commencer par les Etats-Unis qui ont une dette extérieure totale de plus de 6 000 milliards de dollars (4 475 milliards d'euros, le double de la dette externe des pays du Sud). Les banques centrales des pays du Sud achètent des bons du Trésor américain.

Ils devraient au contraire former ensemble une banque du Sud démocratique, afin de financer des projets de développement humain. Ils devraient quitter la Banque mondiale et le FMI qui sont des instruments de domination. Ils devraient développer des relations de solidarités Sud-Sud comme le font les pays membres de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) qui regroupe le Venezuela, Cuba, la Bolivie, le Nicaragua, le Honduras, la Dominique. Ils devraient réaliser un audit des dettes qu'on leur réclame et mettre fin au paiement des dettes illégitimes.

Le G20 a veillé à préserver l'essentiel de la logique néolibérale. Les principes ayant conduit à l'impasse actuelle sont de nouveau martelés, comme l'attachement du G20 à "une économie mondiale ouverte basée sur les principes de marché". Son soutien au dieu marché n'est pas négociable. Le reste n'est qu'illusion.



Damien Millet et Eric Toussaint

Non aux armes de démocratisation massives : notre famille n'est pas l'OTAN

Retour sur la manifestation du 4 avril à Strasbourg

Depuis le début, même avant le 4 avril, les autorités ont tout fait pour que le droit démocratique de manifester ne soit pas appliqué: volonté de reléguer la manifestation hors de la ville, blocage ahurissant du centre ville, interdiction de mettre des drapeaux pacifistes aux fenêtres...

Le 4 avril, non seulement les autorités n'ont pas respecté le parcours négocié et ont bloqué au delà d'un pont, malgré les accords ,7000 manifestants allemands, mais elles ont conduit les manifestants pacifistes dans une véritable souricière, les bombardant sans motifs, de grenades lacrymogènes et empêchant les prises de parole par des survols assourdissants d'hélicoptères. Par ailleurs, ces forces du désordre ont délibérément laissé des éléments violents agir à leur guise pour concentrer l'attention des médias sur ces violences et éviter de parler de l'ampleur de la manifestation et des raisons de manifester.

Cerise sur le gâteau, la ministre de l'intérieur fera ensuite des déclarations assimilant ces actions au terrorisme et faisant le lien avec Tarnac. Car ce sont bien les intentions de ce gouvernement: créer des tensions qui permettent d'assimiler des mouvements de protestation à un terrorisme de l'intérieur et justifier ainsi une escalade contre les libertés.

Signification de ce retour complet de la France au sein du commandement intégré de l'OTAN : toujours plus de dépendance vis à vis des USA

Sarkozy n'a pas obtenu un réel pouvoir militaire car, des deux commandements promis, le seul qui soit opérationnel basé à Lisbonne est régional et sans moyens, et l'autre, basé à Norfolk aux Etats-Unis est un commandement adjoint « transformation » qui ne concerne que les questions stratégiques et le matériel de guerre (mais cela intéressera sans doute les fournisseurs d'armes français !)

A noter que ce commandement est sous les ordres du SACT qui exerce aussi la fonction de commandement des forces inter-armées aux USA!

De toute manière, à l'OTAN le commandement suprême, même en Europe, appartient aux USA et il n'est pas question qu'un soldat des Etats-Unis puisse être commandé par une force alliée.

Si on peut considérer que les pouvoirs militaires de Sarkozy nous importent peu, puisque l'on réclame son retrait de l'OTAN, la perte supplémentaire d'indépendance que cette intégration représente est encore un recul de la démocratie.

Le concept stratégique pour le XXI siècle: une organisation militaire globalisée dans le cadre

du nouvel ordre mondial

D'abord, il faut signaler que l'OTAN n'est plus une simple alliance militaire intervenant dans la zone atlantique. Dans le cours des années 90, un nouveau concept a été élaboré: le **concept stratégique pour le XXI siècle qui vise à faire de l'OTAN une organisation militaire globalisée dans le cadre du nouvel ordre mondial**.

C'est à dire qu'elle se donne le droit d'intervenir partout quand elle estime qu'il existe une menace pour la sécurité des intérêts occidentaux (concept qui laisse place à interprétation!)

Tout appartient désormais à la zone d'intervention de l'OTAN et avec un élargissement de plus en plus grand des zones stratégiques de recrutement des membres (bientôt la Géorgie et l'Ukraine) et la multiplication des partenariats.

Certains, à l'OTAN, veulent aussi intégrer le Japon, l'Australie, Singapour et Israël, multipliant ainsi les risques de guerre sous prétexte d'assistance à un allié.

Ce danger est d'autant plus menaçant que plusieurs anciens chefs d'état-major de l'OTAN ont rédigé un manifeste réclamant la constitution d'une force nucléaire préventive pour prévenir l'emploi d'armes de destruction massive.

Et ceci se fait sans garde-fou crédible, car l'ONU est de plus en plus marginalisée.

Pour se faciliter la tâche, l'Otan se substitue à l'ONU

(pas encore assez malléable)

qu'elle marginalise dans ses fonctions essentielles, notamment celle de garantir les accords de paix et dont elle usurpe la légitimité. Des mandats sans contrôle sont donnés, comme en Afghanistan, à des forces qu'elle dirige telles que la FIAS, et son but est clairement de se passer de mandat.

Sinon, comme l'a dit Madeleine Albright: « *L'OTAN ne serait plus qu'une simple filiale de l'ONU* »!

L'OTAN apparaît ainsi, de plus en plus en dehors de toute légitimité, comme le bras armé de l'ONU, alors qu'elle ne défend qu'un clan.

Ainsi, l'OTAN a ratifié un programme de coopération avec Israël, juste avant l'attaque de GAZA, et ses forces, assistées d'un officier israélien et appuyées en Europe par Sarkozy, se sont mises sans publicité au service d'Israël pour effectuer un blocus, terrestre et maritime de Gaza, sur les armes, pendant qu'Israël faisait tranquillement son massacre.

Avec ce nouveau concept, intégrer l'OTAN est lourd de conséquences

C'est intégrer un directoire militaire de la planète dont les objectifs sont hégémoniques.

C'est donc partir à la conquête du contrôle des richesses mondiales et considérer les puissances émergentes comme des puissances potentiellement et inexorablement menaçantes.

A cet égard, Sarkozy est encore bien dans la ligne quand il déclare dans son discours du 11 mars 2009: « *nos amis, nos alliés, c'est d'abord la famille occidentale* ».

Intégrer l'OTAN c'est continuer à se lancer à l'assaut du contrôle de l'Eurasie qui est selon Brezinski conseiller de Carter et de Obama la clef de la suprématie mondiale .

Intégrer l'OTAN c'est aussi, en quelque sorte, devoir accepter une forme de package contenant toute l'idéologie sous-jacente à cette politique de défense agressive: défense de l'économie libérale, concept de guerre contre le terrorisme... Dans ce concept, la gestion des crises est confiée en premier lieu à la suprématie militaire, aux dépends de l'action politique. C'est peut-être un peu moins vrai avec Obama qu'avec Bush, mais le concept reste le même.

Il n'y a pas de place possible ici pour la contestation, la démocratie car c'est un système qui est défendu.

Pourtant l'OTAN se présente comme : « Une arme de démocratisation massive » !

C'est tout dire! En réalité, l'OTAN est l'organisation la moins démocratique qui soit: non seulement tous les commandements suprêmes, même en Europe, sont attribués à des étasuniens mais de plus, ces commandements sont couverts par le secret défense.

L'OTAN fonctionne ainsi hors de tout contrôle parlementaire et citoyen des pays qui en font partie.

Le strapontin de Sarkozy ne sera qu'un gage de soumission et un moyen de pression pour l'acceptation d'envoi de troupes supplémentaires (c'est déjà fait en Afghanistan) ou pour l'acceptation de projets redoutables comme l'installation en Europe d'un bouclier antimissiles par les USA, sans consultation des européens, ou pire encore.

Une organisation telle que l'OTAN est aux antipodes des objectifs des alter-mondialistes pour lesquels l'idée de libre choix démocratique, d'établissement de relations internationales plus justes, de solidarité entre les peuples font sens.

Notre famille, ce sont tous les peuples du monde qui luttent pour cette solidarité, la justice sociale et une réelle démocratie, et c'est pourquoi nous devons continuer cette lutte contre l'OTAN et dénoncer ses pouvoirs mal connus.



Raymonde Lagune

*Cet article s'inspire en partie de documents rédigés par Nils Andersson sur l'OTAN et les raisons de s'y opposer

Haïti 2008 : entre catastrophes naturelles et catastrophes sociales

S'il a été fort peu question du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti, en 2004, chaque catastrophe qui touche ce pays, le plus pauvre du continent sud-américain, trouve un écho dans les médias. Ce pays serait donc voué au malheur.

L'année 2008 n'aurait donc été qu'une année de plus dans la grande désolation haïtienne. Elle mérite pourtant qu'on s'y arrête un moment en essayant de comprendre les causes profondes de ces situations.

Comme des dizaines d'autres pays du Sud cette même année, Haïti a connu, en avril, des manifestations massives contre la hausse du prix des produits de première nécessité. Mais ces manifestant(e)s ne réclamaient pas seulement du riz et autres céréales, mais de nombreux slogans revendiquaient également le départ des forces occupantes (sur lesquelles nous reviendrons plus loin), et un changement de politique dans le sens des intérêts populaires.

Si les importateurs se sont accordés pour diminuer provisoirement leurs marges, cette crise a surtout permis de mettre en valeur le fait que la production de riz en Artibonite demeure dans les dépôts, faute de commercialisation et de pouvoir d'achat.

Elle a aussi contraint le premier ministre Jacques Edouard Alexis au départ. Après avoir refusé deux propositions sous des prétextes administratifs pour le moins étranges, c'est Mme Michèle Pierre-Louis qui sera acceptée, non sans mal. Le Sénat et l'assemblée semblent avoir manifesté une nouvelle fois leur volonté de voir échouer tout candidat potentiel à Préval pour les prochaines élections présidentielles. Des négociations parallèles auront permis de valider cette candidate, en échange de quelques avantages et postes complémentaires.

Mais dès sa nomination, elle placera au centre de sa politique le Document stratégique national pour la réduction de la pauvreté, assurant ainsi la continuité des politiques libérales imposées depuis des décennies par les IFIs et dont le bilan local est clairement négatif. Elle manifeste ainsi clairement sa volonté de maintenir Haïti sous les pressions externes et de refuser une conception endogène du développement. Aujourd'hui, près de 70 % des ressources du pays proviennent de l'extérieur (aide internationale, envois des migrants), sans parler de l'argent du trafic de drogue. Mais cela lui a permis, lors de son discours de politique générale, de dédouaner les politiques menées localement; que ce soit la hausse des produits de première nécessité, du pétrole, la récession aux USA et en Europe, les causes des problèmes sont externes.

La principale annonce est l'encouragement de la culture de « *jatropha* » pour produire des agrocarburants, sans retour sur les expériences passées à Haïti même pour le sisal ou l'hévéa,

ou sur les expériences en cours, en Argentine par exemple. Par contre, rien sur une politique alimentaire nationale, le désenclavement des zones agricoles à forte potentialité, l'agriculture vivrière... Le projet est d'acheter des tracteurs et de gros engins, sans aucune utilité pour la petite paysannerie. Elle a également annoncé de nouvelles taxes qui ne seront payées essentiellement que par les classes sociales les moins riches. Et, bien sûr, la dette externe sera payée. Plus de 60 millions de dollars s'en vont donc chaque année, sans jamais envisager la nécessité d'un audit pour démontrer l'origine odieuse de cette dette, tant sous les Duvalier que sous Aristide. Haïti est un très bon élève des institutions internationales. Son endettement augmente sans cesse, malgré les dons (300 millions \$ chaque année, à mettre en parallèle avec plus d'un milliard \$ d'envoi des migrants). Ces dernières années, la banque centrale a doublé ses réserves de change, sans utilité apparente; on imagine, en effet, difficilement une attaque spéculative contre la gourde.

Catastrophes « naturelles »

4 cyclones successifs ont touché Haïti en août et septembre 2008. La mauvaise organisation des secours a laissé des milliers de personnes sans secours dans les zones enclavées. La ville des Gonaïves est entièrement inondée mais quasiment tout le pays est touché. Les dégâts sur l'agriculture sont immenses. L'exemple du cyclone Jeanne de septembre 2004, qui avait fait plus de 3 000 morts aux Gonaïves, revient à l'esprit. On se souvient que l'aide internationale, bien inférieure aux sommes annoncées, avait été conditionnée au remboursement d'arriérés de dette.

Lorsque l'aide arrive, la corruption passe par là : les populations demandent des comptes sur l'usage des fonds débloqués, en novembre 2005, pour l'assainissement de la ville des Gonaïves (près de 8 millions de dollars). Le gouvernement n'est « pas encore en mesure de se prononcer sur la question » !!

Mais il est surtout intéressant de comprendre pourquoi les mêmes causes n'entraînent pas les mêmes effets. Pourquoi ces cyclones ont-ils de tels effets en Haïti ? Les politiques anti-paysannes, menées depuis des décennies, poussent les paysans pauvres dans les mornes à exploiter des endroits inaptes à l'agriculture.

La cause essentielle est le déboisement massif du pays : moins de 2 % du territoire est aujourd'hui boisé. Depuis plus de deux siècles, l'île est déboisée - dès le XVII^e siècle par les colons pour planter de la canne, du coton ou du café, au XIX^e siècle pour augmenter les mêmes productions, en partie pour rembourser la « *rançon de l'indépendance* » exigée par la France, mais surtout sous l'occupation étatsunienne de 1915 à 1934, dans l'objectif de concentration des terres. La couverture forestière est ainsi passée de 60 % en 1915 à 21 % en 1945. La dictature des Duvalier, qui durera trente ans, aggravera encore la situation : Papa Doc réquisitionne des paysans

pour participer à ses cérémonies et ceux-ci s'installent à Port-au-Prince. L'exode rural massif se continuera sous Baby Doc.

Le phénomène de déboisement se continuera après la chute des Duvalier en 1986. En particulier sous l'embargo décreté par l'ONU de 1991 à 1994: le kéroène et le pétrole étaient concernés par ce blocus, la population fera de nouveau appel à la coupe des arbres pour l'éclairage et la cuisson.

Malgré les nombreuses déclarations d'intention, la mise en place d'un ministère de l'environnement, aucunes mesures d'ampleur ne sont prises. Environ 80 % de la population n'a pas accès à l'électricité et plus de 90 % utilise le charbon de bois pour la cuisson quotidienne. Si on ajoute à ça l'abandon des parcs, en particulier par la démobilisation des gardes forestiers en 1990 (réduction des dépenses publiques oblige), l'exploitation de nombreuses carrières de sable dans les montagnes les plus proches des villes, sous contrôle de la mafia locale, la bidonvillisation des mornes entourant la capitale, on comprend mieux les effets désastreux des cyclones sur Haïti, sans commune mesure avec les effets des mêmes cyclones en République dominicaine voisine, ou à Cuba.

Tous ces phénomènes ont des effets sur la santé des populations : l'érosion des sols, le problème du ramassage des ordures ménagères posent de véritables problèmes à Port-au-Prince, passée de 120 000 habitants en 1950 à plus de deux millions aujourd'hui.

Les bidonvilles sont devenus des lieux propices aux bandes armées, issues des gangs financées par les Duvalier puis par Aristide.

En novembre 2008 l'effondrement du Collège La Promesse évangélique le 7 novembre (près de 90 morts) à Pétionville a été suivi quelques jours plus tard, par un autre effondrement. Et on reconstruit au même endroit sans tenir compte des secousses sismiques, cause de ces effondrements.

L'aide internationale tarde à venir. L'appel de l'ONU pour recueillir près de 108 millions de \$ n'a pas rencontré l'écho nécessaire. Seuls des fonds d'urgence, issus du programme Petrocaribe (197 millions \$) ont été rapidement investis dans l'agriculture.

Un pays sous tutelle

2008 aura également été l'année du renouvellement du mandat de la Minustah (mission des Nations unies pour la stabilité d'Haïti). Rien ne justifie cette occupation militaire. Haïti ne connaît pas de guerre civile. Et le bilan de cette force est quasi nul, l'insécurité n'a pas baissé et l'on n'assiste pas à un renforcement social. Le président Préval demandait début octobre de remplacer blindés dans cette mission par engins de travaux publics. Les blindés sont toujours là. Le budget annuel de la Minustah est de 600 millions de dollars soit deux fois l'aide internationale!!

La cause réelle de cette occupation, assurée par

des pays d'Amérique du Sud, sous commandement brésilien, est d'assurer le contrôle, pour les USA, de cette zone essentielle de la Caraïbe.

Haïti est depuis des décennies sous contrôle étranger, zone d'importation de produits agricoles étatsuniens, au détriment des productions locales, territoire d'implantation de zones franches à la main d'œuvre peu coûteuse... Les décisions essentielles concernant le pays sont prises à l'extérieur, par le biais des institutions financières, appuyées sur une présence militaire coûteuse et inutile aux populations.

Un peuple qui résiste

Tout cela ne doit pas entraîner une vision défaitiste. Deux siècles après son indépendance, le peuple haïtien est toujours

rebelle. Et les mobilisations sociales sont nombreuses.

La Coalition nationale « Bare APE » (Halte aux APE) a ainsi pesé fortement sur le débat. Le gouvernement haïtien a refusé de signer en septembre dernier ces accords qui affaibliraient encore les possibilités économiques autonomes de l'île.

Les mouvements paysans sont mobilisés pour la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire la consommation de produits naturels et biologiques nationaux et contre la transformation de terres agricoles en terres de production d'agrocarburant.

Les mouvements de femmes, très implantés, y compris dans les couches sociales les moins favorisées, luttent contre les violences. Les organisations syndicales ouvrières, comme Batay ouvrière, obtiennent des victoires contre la surexploitation dans les zones franches.

Enfin, début 2009, la Suisse a décidé de restituer à Haïti plus de 5 millions d'euros correspondant à une partie des avoirs de l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier gelés depuis 2002. Il ne s'agit là que d'une infime partie des centaines de millions détournés sous la dictature, mais cela permet de reprendre le débat sur les politiques menées par les créanciers du Nord qui reconnaissent le caractère frauduleux de ces avoirs mais continuent d'exiger le remboursement d'une dette odieuse à Haïti.

Les mouvements sociaux haïtiens exigent la mise en place d'un audit de la dette, les associant étroitement, pour que la désolation ne soit pas le premier mot qui vienne dans les médias lorsque l'on parle du premier état noir libre.



Claude Quémar

Exemplarité d'une lutte, une victoire qui en appelle d'autres

Comment rester impassible devant la lutte des Antilles françaises ?¹

Rarement une lutte sociale aura eu autant de mérite que celle de la Guadeloupe sortie victorieuse le 4 mars 2009, après 44 jours de grève générale (la plus longue de l'histoire de la Guadeloupe).

Mérite d'avoir su fédérer la population autour de revendications émancipatrices avec autant de combativité. Les citoyens ont fait ressurgir l'esprit de solidarité, d'échange et d'entraide jusqu'alors enfoui sous la chape individualiste et égoïste du capitalisme néolibéral mondialisé. Mérite d'avoir dépassé le problème du coût de la vie pour s'attaquer aux structures d'un système colonial raciste, mettant ainsi au grand jour les profits monstrueux d'une classe dominante béké, héritière du colonialisme.

Mérite surtout d'avoir démontré le potentiel de mouvements sociaux unis et organisés, donnant ainsi l'exemple. Mérite enfin d'avoir vaincu par la ténacité exemplaire du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon), regroupant plus de 49 organisations, syndicats et partis politiques. Les syndicats français de Métropole qui au terme de deux journées de grève nationale (le 29 janvier et le 19 mars) n'ont obtenu que promesses et palabres, peuvent en prendre de la graine...

Victoire donc sur le pouvoir d'achat : « Certains ont fait de la question du pouvoir d'achat une promesse électorale, nous nous la faisons réalité » clamait Elie Domota, leader du LKP, lors d'un rassemblement. En effet, l'accord Jacques Bino [nom donné en hommage au syndicaliste tué durant le conflit] obtenu le 26 février prévoit 200 euros net d'augmentation des bas salaires (jusqu'à 1,4 fois le smic). Suite à cet accord (que le Medef local n'a pas signé, rendant son application aléatoire suivant les entreprises), les négociations continuèrent d'arrache pied pour

aboutir au deuxième accord signé le 4 mars 2009. Cet accord compte 165 articles et récapitule les avancées obtenues sur les 146 revendications initiales du LKP, les voici succinctement énoncées :

- ✓ réduction du prix des repas des lycéens (50 € par lycéen et par an) ; les cantines devront s'engager à offrir plus de 50 % de produits issus de l'agriculture locale,
- ✓ prime exceptionnelle de 200 € versée aux 51.000 foyers aux plus bas revenus,
- ✓ fond de soutien aux allocataires du minimum vieillesse et aux handicapés,
- ✓ augmentation de 200 € des bourses régionales attribuées aux étudiants,
- ✓ gel du prix de la baguette de pain,
- ✓ création d'une « brigade de contrôle des prix » consultable par les consommateurs,
- ✓ baisse de 5 à 10 % des tarifs sur certains produits bancaires,
- ✓ baisse du prix du carburant,
- ✓ baisse des tarifs de l'eau et suppression des frais de pénalité dû au retard de paiement,
- ✓ gel des loyers en 2009,
- ✓ construction de 3000 logements sociaux en 2009 à disposition des familles modestes,
- ✓ baisse de 20 % des transports interurbains,
- ✓ mise à disposition des familles les plus modestes de 40.000 billets d'avion Pointe-à-Pitre / Paris au prix de 340 € (hors taxes d'aéroport),
- ✓ valorisation de la culture guadeloupéenne et de la langue créole, double fléchage en créole et en français, augmentation de programmes diffusés en langue créole sur RFO...

Il s'agit donc bien d'un mouvement profond avec des revendications plurisectorielles : « LKP entend concevoir avec le peuple en mouvement de nouveaux rapports économiques et sociaux, pour passer d'une économie de plantation d'import distribution à une

économie tournée prioritairement vers la satisfaction des besoins des guadeloupéens » disait encore Elie Domota.

Dans la continuité de la spécificité antillaise, la Martinique entre en résistance le 5 février 2009. La grève générale ouvrant la voie à de nouvelles formes de vie en société, des journalistes inaugurent une télévision alternative aux médias commerciaux dominants : la télévision Otonom Mawon qui diffuse le soir l'actualité de la lutte au quotidien durant le conflit. Après 38 jours de grève générale menée par le « Collectif du 5 février », les résultats sont là : prime de 200 € net d'augmentation pour les salariés du privé (jusqu'à 1,4 smic), 20 % de baisse sur les prix de 400 articles de première nécessité (riz, pâtes, beurre, couches pour bébé...etc) dans les magasins de grande distribution, etc.

A plusieurs milliers de kilomètres, le 5 mars, des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion rassemblées au sein d'un même collectif, le Cospar (Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion) revendentiquent là aussi, entre autre, une hausse de 200 € nets des bas salaires...

A l'heure où les salaires annuels de certains patrons du CAC 40 se comptent en millions scandaleux, on ne peut qu'appuyer une plus juste répartition des richesses.

Une prise de conscience d'un potentiel « Nous », uni et déterminé, émerge alors dans le quotidien d'une lutte qui en appelle d'autres...

« Pour nous c'est une victoire, mais c'est surtout une première étape » lançait au lendemain de la signature du 4 mars Elie Domota.



Jérôme Duval

Lire aussi *Comba la ka continié pas ke ni an lo chanté ki ouvè !* par Pauline Imbach

<http://www.cadtm.org/spip.php?article4301>

¹ Le CADTM exprime sa solidarité avec les peuples de Guadeloupe et Martinique en lutte
<http://www.cadtm.org/spip.php?article4160>

Le double langage d'un FMI délégitimé

Avec la crise internationale déclenchée à l'été 2008, tous les dogmes néolibéraux ont été battus en brèche et la supercherie qu'ils représentaient a été mise à jour

Ne pouvant nier leurs échecs, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) prétendent avoir abandonné les politiques néolibérales connues sous le nom de « consensus de Washington ». Bien que discreditées, ces deux institutions profitent pourtant de la crise internationale pour revenir sur le devant de la scène.

Pendant des décennies, elles ont imposé aux forceps des mesures de déréglementation et des programmes d'ajustement structurel qui ont conduit immanquablement à l'impassé actuelle. C'est un réel fiasco pour la Banque mondiale et le FMI qui doivent maintenant répondre de leurs actes devant l'opinion publique mondiale.

De surcroît, leurs prévisions économiques ne sont pas fiables : en novembre 2008, le FMI pronostiquait une croissance mondiale à 2,2 % pour 2009, avant de la revoir à la baisse à 0,5 % en janvier, puis de l'estimer finalement négative en mars. En fait, ses experts défendent la cause des grands créanciers face aux citoyens dont les droits fondamentaux sont de moins en moins garantis.

Alors que la situation économique se détériore rapidement, les grands argentiers du monde s'efforcent de garder la main et de donner à un FMI discrédié et délégitimé le rôle du chevalier blanc qui va aider les pauvres à faire face aux ravages de cette crise. Or c'est tout le contraire qui se passe. Les principes défendus par le FMI depuis les années 1980 et combattus par le CADTM depuis sa création sont toujours de mise. Les gouvernements qui signent un accord avec le FMI pour se voir prêter des fonds doivent appliquer toujours les mêmes recettes frelatées, qui aggravent la dégradation des conditions de vie des populations.

Sous la pression du FMI dirigé par Dominique Strauss-Kahn, plusieurs pays confrontés aux effets de la crise s'en sont pris aux revenus des salariés et des allocataires sociaux. La Lettonie a imposé une baisse de 15 % des revenus des

fonctionnaires, la Hongrie leur a supprimé le 13e mois (après avoir réduit les retraites dans le cadre d'un accord antérieur) et la Roumanie est sur le point de s'engager aussi dans cette voie. La potion est tellement amère que certains gouvernements hésitent. C'est ainsi que l'Ukraine a récemment jugé « *inacceptables* » les conditions imposées par le FMI, notamment le relèvement progressif de l'âge de mise à la retraite et la hausse des tarifs du logement.

Il est temps de dénoncer le double langage du FMI

et de Dominique Strauss-Kahn, qui, d'une part, demandent à la communauté internationale d'augmenter les efforts pour atteindre des objectifs de développement du millénaire déjà bien tièdes et, d'autre part, forcent les gouvernements ayant recours à ses services à baisser les salaires dans la fonction publique. Il s'agit là de l'exact opposé d'une vraie véritable politique destinée à faire face à la crise en défendant l'intérêt de ceux qui en sont victimes.

Pour répondre à la crise des années 1930, le président états-unien Franklin Roosevelt avait été amené par la mobilisation sociale à réduire le temps de travail tout en augmentant les salaires, les allocations sociales et les droits des travailleurs, notamment en garantissant le droit de syndicalisation. Avec le New Deal, Roosevelt avait mis en place une réforme fiscale qui augmentait les prélèvements sur le capital. Le «socialiste» Dominique Strauss-Kahn est bien loin d'avoir la carrure de Franklin Roosevelt et continue coûte que coûte à défendre l'intérêt des grands créanciers qui l'ont nommé à ce poste lucratif.

Le FMI démontre donc une fois de plus qu'il est un instrument docile au service de ceux-là mêmes qui ont provoqué la crise financière actuelle.

Dans cette période de grande déstabilisation monétaire (comme les variations énormes de parité entre le dollar et l'euro depuis un an), le FMI se révèle incapable de proposer la mise en œuvre d'une taxe de type Tobin-Spahn qui réduirait les variations des cours de change en combattant la spéculation et qui permettrait de

réunir enfin les fonds nécessaires pour éradiquer la pauvreté et libérer le développement. Pourtant depuis sa création en 1944, l'obligation de favoriser le plein emploi figure explicitement dans les missions du FMI qui agit donc en violation de ses propres statuts.

La crise financière et économique mondiale souligne la faillite de la déréglementation des marchés financiers et de l'abandon du contrôle sur les mouvements de capitaux, prônés par le FMI. Cela rend indispensable la recherche d'une nouvelle architecture internationale basée sur le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (1966) et sur la Déclaration des Nations unies sur le droit au développement (1986).

Mais une telle logique ne s'imposera pas sans inversion du rapport de force

Si, sous la poussée des mobilisations populaires, un nombre suffisant de gouvernements ne met pas en place une telle alternative, la Banque mondiale et le FMI seront en mesure de surmonter leur crise en mettant à profit la chute des prix des produits de base pour entraîner les pays exsangues vers une nouvelle dépendance envers leurs crédits, dont la substance visera davantage à sauver le système qu'à satisfaire des critères humains et écologiques.

Pour toutes ces raisons, la seule solution acceptable passe par l'abolition immédiate du FMI et de la Banque mondiale, et leur remplacement par des institutions radicalement différentes, centrées sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

Damien Millet est porte-parole du CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org).

Eric Toussaint est président du CADTM Belgique. Ils sont auteurs du livre *60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, CADTM/Synergie, novembre 2008.



Damien Millet – Eric Toussaint

C'est le printemps : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales): _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau – France

Tél : 00 33 (0)2 38 59 98 28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémar

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution